



## Résumé de la situation de sécurité alimentaire

La population Grandansélaise fait face à une situation d'insécurité alimentaire au cours de la période Février-Mars 2011. Celle-ci résulte de la hausse des prix des produits pétroliers, la rareté des produits agricoles locaux et l'épidémie du choléra. En effet, l'augmentation des cours des produits pétroliers sur le marché national (mars 2011) entraîne un accroissement des prix des produits alimentaires au niveau du département. Les prix du haricot noir et du sucre ont augmenté respectivement de 5,3% et 9% en un mois (Février 2011-Mars 2011). Le département fait face aux séquelles de Tomas, entraînant une pénurie de vives alimentaires et de fruits, dus à l'insuffisance de banane, d'igname, d'arbre véritable et de fruits.

En outre, le choléra affecte la sécurité alimentaire en augmentant les dépenses liées aux soins d'hygiène et de santé, ce qui réduit l'investissement agricole et rend les ménages plus vulnérables. Il en résulte une augmentation du nombre d'orphelins dans le département, étant donné que les victimes sont pour la plupart des pères et mères de famille.

Les perspectives d'amélioration de l'état de la sécurité alimentaire ne s'annoncent pas bonnes, en raison du risque de perte de la campagne de printemps (sécheresse, rareté de semences et de main d'œuvre), et de la saison cyclonique qui s'annonce menaçante avec 14 cyclones et 9 ouragans, une situation qui pourrait augmenter le nombre de victimes du choléra et contribuer à la dégradation de l'état de la sécurité alimentaire.

Fort de ces constats, il est recommandé ce qui suit :

- Réaliser des activités de cash for work dans toutes les communes durant les trois (3) prochains mois ;
- Distribuer de l'aide alimentaire dans tout le département pendant la période de soudure (Avril-Mai) ;
- Supporter techniquement et financièrement les secteurs de la pêche et de l'élevage;
- Rendre fonctionnel le service phytosanitaire de la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA-G'A);
- Renforcer la sensibilisation contre le choléra, ce dans les coins les plus reculés du département.

Fig. 1 : récolte de l'arbre véritable avortée



## Analyse de la disponibilité alimentaire

Cette analyse prend en compte quelques déterminants principaux de la disponibilité alimentaire : les conditions climatiques (la pluviométrie en particulier), la situation agricole et de l'élevage.

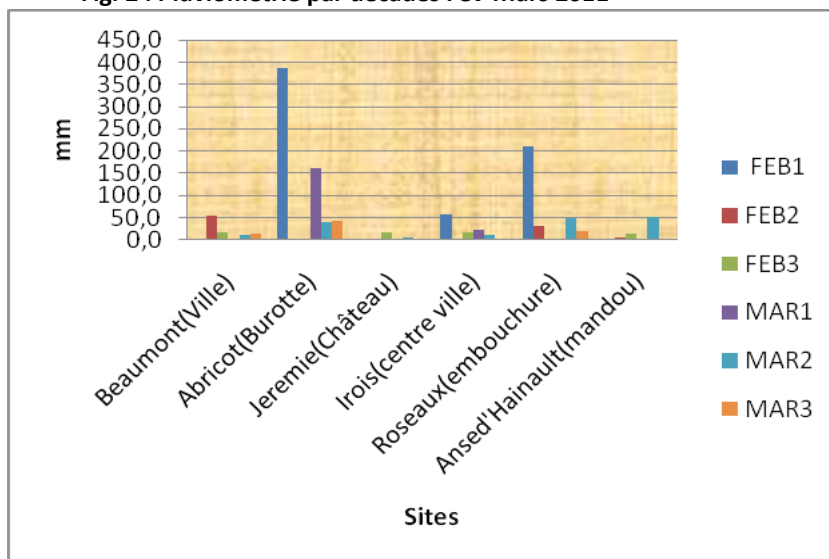
### - Pluviométrie

A l'instar des autres régions du pays, la Grand'Anse fait face à une période de sécheresse depuis février 2011. En effet, au regard du graphe ci-dessus, la situation est quasiment la même pour l'ensemble des sites observés à l'exception des communes des Abricots et des Roseaux qui recevaient de plus fortes précipitations. Jérémie en a reçu pour sa part la plus petite quantité, soit 58 mm en moyenne pour les deux mois.

De plus, les pluies ont été mal réparties au cours des différentes décades. En conséquence, la campagne agricole de printemps, en dépit d'autres contraintes qui y sont liées, a été significativement retardée.

Les paysans qui misaient sur la pluie pour planter ont beaucoup souffert, ce qui augmente le risque de perte de la saison.

Fig. 2 : Pluviométrie par décades Fév-Mars 2011



### -Situation agricole et de l'élevage

La situation agricole de la Grand' Anse est marquée par l'incertitude quant à la réussite de la campagne agricole du printemps et les problèmes phytosanitaires. Une diminution de l'offre alimentaire locale, donc de la disponibilité alimentaire, est à prévoir pour les prochains mois. Selon l'évaluation de la CNSA (nov 2010), pour l'ensemble des départements touchés par Tomas, les pertes sont estimées à 78 598 hectares. Elles se sont avérées plus importantes dans la Grand' Anse (32%), soit plus de 25 mille hectares de cultures affectées. Jérémie se place en tête des communes les plus frappées. Parmi les cultures les plus affectées, la banane, toutes catégories confondues, se positionne en tête ayant enregistré une perte de 28% au niveau des plantations. Ces pertes sont plus importantes à Jérémie. L'épidémie du cholera et les troubles sociopolitiques préoccupent tellement les dirigeants qu'ils oublient les cicatrices laissés par Tomas dans le milieu rural.

Certains propriétaires de restaurants de la ville de Jérémie se voient obliger d'acheter de la banane et de l'arbre véritable à Port au Prince pour pouvoir répondre à la demande de leurs clients. Ces produits, lorsqu'ils sont disponibles en grande quantité, jouent un rôle déterminant dans la détermination des prix d'autres produits. Les marchés sont très peu approvisionnés en produits agricoles locaux. La campagne du printemps a été ratée à 60% en raison de la sécheresse, du manque de disponibilité de semences et du coût élevé de la main d'œuvre, dû à sa rareté. Ce qui entraîne une diminution significative de la surface cultivée.

En outre, les problèmes phytosanitaires perdurent et tendent à réduire davantage le rendement à l'hectare des cultures. Les chenilles dans l'haricot, le maroca dans l'igname, le charançon dans la patate douce, les fourmis envahissantes dans le maïs, la canne à sucre, etc., sont autant de problèmes auxquels les agriculteurs font actuellement face. Le pire c'est qu'il n'y pas de boutiques d'intrants au niveau du département où les concernés

pourraient en faire l'acquisition. On prévoit déjà une très mauvaise récolte de la mangue, les vents ayant provoqué la chute des fleurs. Si cette situation se maintient, la période de soudure sera très critique.

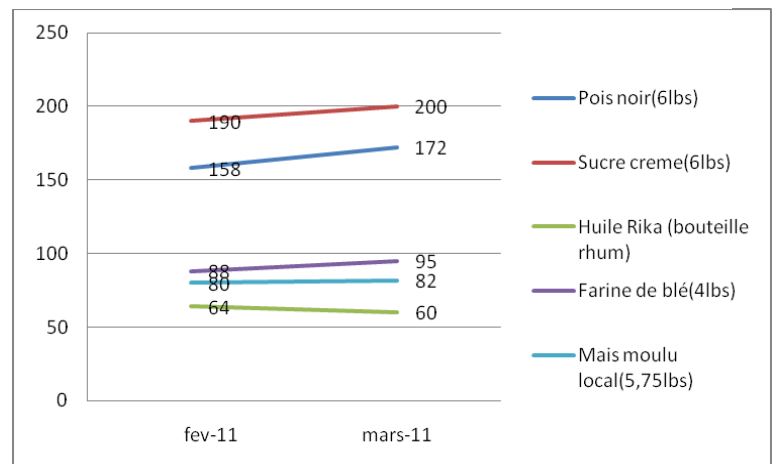
Sur le front de l'élevage, aucun problème majeur n'a été notifié. Une grande campagne de vaccination contre la peste porcine classique et Newcastle a été réalisée au cours du mois de Mars par le service de santé animale de la DDA-GA. Toutefois, plusieurs cas de mortalités (chez les bovins et équins) ont été signalés à Fond' Icaques (2<sup>e</sup> section de la commune de Corail). Les techniciens n'ont encore rien évoqué comme cause. La vente d'animaux a augmenté considérablement sur les marchés, une stratégie de survie utilisée par les paysans, étant donné leur situation d'insécurité alimentaire.

### Accès aux aliments

La hausse des prix des produits pétroliers est le principal facteur qui affecte l'accès aux aliments dans la Grand'Anse pour la période à l'étude.

La hausse des prix des produits pétroliers n'est pas sans conséquence sur ceux des produits alimentaires, dont le niveau général ne cesse d'augmenter. En effet, les prix du pois noir (marmite de 6lbs) et du sucre roux (marmite de 6lbs) ont subi respectivement une augmentation de 5,3 % et de 9%. Le prix moyen du maïs moulu a en revanche légèrement chuté passant de 64 à 60 gourdes, la marmite de 5,75lbs. La rareté des produits agricoles locaux due aux dégâts enregistrés lors du passage du cyclone Tomas ne fait qu'aggraver la situation. Par conséquent, l'accès aux aliments devient plus difficile pour la population, en particulier les ménages à faibles revenus. Ce qui accentue la situation d'insécurité alimentaire qui sévit dans la Grand'Anse.

Fig. 3 : Évolution des prix moyens (en gourdes) de quelques produits alimentaires.



### L'incidence du cholera

Le cholera, qui ne cesse de faire des victimes, n'est pas sans incidences sur la sécurité alimentaire. Au total, 14 741 cas (taux d'attaque : 3,4%) ont été notifiés au MSPP depuis le début de l'épidémie jusqu'au 12 Mars 2011, dont 829 décès (336 institutionnels). Depuis le début de l'épidémie, les enfants de moins de 5 ans représentent 8% des cas vus. Au total, 73% des cas ont été hospitalisés (moyenne nationale 54%). L'incidence cumulée dans la Grand' Anse est de 33,8 cas /1000 habitants, une des plus importantes du pays. La létalité institutionnelle cumulée est de 3,1%. Elle est la plus élevée du pays (moyenne nationale 2,1%), les plus fortes létalités institutionnelles étant observées à Chambellan (12,1%), Roseaux (11%), les Irois (5,2%), Jérémie (4,4%) et Pestel (4,3%).

La majorité des morts sont des pères et mères de famille qui laissent des milliers d'orphelins et d'autres personnes qui dépendaient totalement ou en partie de leurs revenus. Ce qui les met dans une situation très difficile, dont certains ne peuvent pas s'en sortir sans une aide externe. De plus, le cholera fait augmenter les dépenses liées aux soins d'hygiène et de santé, réduisant ainsi l'investissement dans l'agriculture et par conséquent appauvrit davantage les ménages, surtout ceux à faible revenu.

## Conclusion et recommandations

Somme toute, la sécurité alimentaire des ménages pauvres et vulnérables subit une détérioration significative au cours de la période Février-Mars 2011. Cette situation s'explique principalement par les effets des dégâts de Tomas, la hausse des prix des produits alimentaires et l'épidémie de cholera. Les mauvaises perspectives de récolte de la saison de printemps, la saison cyclonique, sont, entre autres, les facteurs susceptibles d'aggraver la détérioration des conditions de sécurité alimentaire dans la Grand' Anse pour les prochains mois. Dans une telle perspective les mesures suivantes sont vivement recommandées:

- Réaliser des activités de cash for work dans toutes les communes durant les trois (3) prochains mois ;
- Distribuer de l'aide alimentaire dans tout le département pendant la période de soudure (Avril-Mai) ;
- Supporter techniquement et financièrement les secteurs de la pêche et de l'élevage;
- Rendre fonctionnel le service phytosanitaire de la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA-G'A);
- Renforcer la sensibilisation contre le cholera, ce dans les coins les plus reculés du département.